Traitement des documents de l'UE et vérification du respect du principe de subsidiarité au Bundestag allemand

Informations générales	
Bases juridiques	<p>L'article 23, paragraphe 1a, de la Loi fondamentale (<i>Grundgesetz, GG</i>) contient des dispositions concernant le recours pour violation du principe de subsidiarité.</p> <p>L'article 23, paragraphe 2, GG oblige le gouvernement fédéral à informer le Bundestag de manière complète et aussi tôt que possible sur les affaires de l'Union européenne.</p> <p>L'article 23, paragraphe 3, GG oblige le gouvernement fédéral, avant de concourir aux actes normatifs de l'Union européenne, à donner au Bundestag l'occasion de prendre position.</p> <p>La loi relative à la coopération entre le gouvernement fédéral et le Bundestag allemand dans les affaires de l'Union européenne (<i>Gesetz über die Zusammenarbeit von Bundesregierung und Bundestag in Angelegenheiten der Europäischen Union, EUZBBG</i>) règle plus en détail les droits de participation du Bundestag dans les affaires de l'UE.</p> <p>Les articles 11 et 12 de la loi relative à l'exercice de la responsabilité d'intégration (<i>Integrationsverantwortungsgesetz, IntVG</i>) contient les dispositions relatives à l'objection au regard du principe de subsidiarité et au recours pour violation du principe de subsidiarité.</p> <p>L'article 93 du règlement du Bundestag allemand (<i>Geschäftsordnung des Deutschen Bundestages, GO-BT</i>) règle plus en détail le traitement des documents de l'UE.</p> <p>L'article 93 GO-BT contient des dispositions concernant les points suivants : transmission et renvoi de documents de l'Union ; discussion en commission de documents de l'Union ; commission des affaires de l'Union européenne ; objection au regard du</p>

Traitement des documents de l'UE et vérification du respect du principe de subsidiarité au Bundestag allemand

	principe de subsidiarité ; recours pour violation du principe de subsidiarité.
<p>Les différentes formes des avis et positions du Bundestag</p>	<p>Objection au regard du principe de subsidiarité au sens du protocole n° 2 joint au traité de Lisbonne sur l'application des principes de subsidiarité et de proportionnalité.</p> <p>Avis dans le cadre du dialogue politique Il existe depuis 2006 la possibilité de transmettre à la Commission européenne des avis sur des projets et thématiques de la politique européenne.</p> <p>Position sur des documents de l'UE, au sens de l'article 23, paragraphe 2 et 3, GG Si le Bundestag adopte une position au sens de l'article 23, paragraphes 2 ou 3, GG, le gouvernement fédéral doit en tenir compte dans ses négociations au niveau européen. La suite de la procédure est réglée à l'article 8 EUZBBG.</p> <p>Le gouvernement fédéral doit tenir le Bundestag constamment informé sur l'avancement des négociations.</p> <p>Lorsque l'avis émis porte sur un acte législatif de l'UE, le gouvernement fédéral doit, conformément à l'article 23, paragraphe 3, GG, faire valoir le droit d'approbation préalable du Bundestag, si l'un des objectifs essentiels de l'avis émis par ce dernier ne peut pas être réalisé. Le gouvernement fédéral doit informer le Bundestag sans délai, par écrit, de cette situation.</p> <p>Préalablement à la décision définitive au Conseil, le gouvernement fédéral s'efforce de parvenir à un accord avec le Bundestag. Il peut s'écarter de la position du Bundestag pour des motifs importants de politique d'intégration et extérieure.</p>
<p>Intervenants</p>	<p>Direction Europe de l'administration du Bundestag</p>

Traitement des documents de l'UE et vérification du respect du principe de subsidiarité au Bundestag allemand

	<p>Commission des affaires de l'Union européenne</p> <p>La ou les commission(s) parlementaire(s) à laquelle/auxquelles un document de l'UE a été transmis pour avis</p> <p>Groupes parlementaires du Bundestag allemand</p> <p>Assemblée plénière du Bundestag allemand</p> <p>Président du Bundestag allemand</p>
--	--

Description de la procédure de traitement des documents de l'UE et de la vérification du respect du principe de subsidiarité	
Caractéristiques générales	La vérification de la conformité aux principes de subsidiarité et de proportionnalité d'un projet législatif de l'UE fait partie intégrante du traitement général des projets de l'UE par le Bundestag.
Lancement de la procédure	Transmission des documents de l'UE au Bundestag, soit par renvoi direct de la part de la Commission européenne (articles 1 et 2 du protocole n° 1 joint au traité de Lisbonne), soit par renvoi formel de la part du gouvernement fédéral
Direction Europe de l'administration du Bundestag	<p>Catégorisation et saisie des documents dans la base de données interne au Bundestag EuDoX</p> <p>Établissement d'une liste des documents reçus, avec proposition de renvoi en commission</p>
Commissions parlementaires	Discussion et réponse au sujet de la liste des documents reçus
Direction Europe de l'administration du Bundestag	En fonction des réponses des commissions, élaboration d'une proposition de renvoi définissant les renvois en commission et contenant une proposition de définition des priorités, où

Traitement des documents de l'UE et vérification du respect du principe de subsidiarité au Bundestag allemand

	<p>sont précisés le contenu, l'objectif et l'importance politique du document de l'UE concerné. Dans la mesure du possible, la proposition indique si une vérification plus approfondie du respect du principe de subsidiarité apparaît nécessaire. La proposition de renvoi est subdivisée en une partie A (documents pertinents pour la discussion) et une partie B (documents non pertinents pour la discussion).</p>
Président de la commission des affaires de l'Union européenne	Signature et transmission de la proposition de renvoi au président du Bundestag et aux groupes parlementaires
Président du Bundestag et groupes parlementaires	Accord sur la proposition de renvoi
Président du Bundestag	Renvoi des documents de l'Union aux commissions saisies au fond et pour avis
Commission saisie au fond/Commission des affaires de l'Union européenne	<p>Si la commission saisie au fond a l'intention de dénoncer une violation des principes de subsidiarité et de proportionnalité, il est demandé à la commission des affaires de l'Union européenne de donner son avis.</p> <p>Le projet d'objection au regard du principe de subsidiarité est présenté en tant que recommandation de décision à l'assemblée plénière du Bundestag, en vue de sa décision, avant l'échéance du délai de huit semaines.</p>
Procédure en séance plénière	<p>Décision de l'assemblée plénière sur la recommandation de décision de la commission saisie au fond relative à une objection au regard du principe de subsidiarité ou à un autre type d'avis.</p> <p>Les groupes parlementaires peuvent également présenter directement en séance plénière des motions relatives à des objections au regard du principe de subsidiarité ou à des recours pour violation du principe de subsidiarité au titre de l'article 23, paragraphes 2 et 3, GG.</p>

Traitement des documents de l'UE et vérification du respect du principe de subsidiarité au Bundestag allemand

Transmission de l'objection au regard du principe de subsidiarité ou de l'avis dans le cadre du dialogue politique aux institutions de l'Union européenne	Le président du Bundestag transmet l'objection au regard du principe de subsidiarité ou l'avis dans le cadre du dialogue politique au moyen d'une lettre de notification adressée aux organes compétents de l'Union européenne.
Saisie de l'objection au regard du principe de subsidiarité ou de tout autre avis dans la base IPEX	Saisie de l'objection au regard du principe de subsidiarité ou de tout autre avis, en allemand, anglais et français, dans la base IPEX par la direction Europe (PE) de l'administration